

La non-mixité *politique* des lesbiennes

Inscrite au centre des pratiques lesbienne-féministes depuis le mouvement fédérateur des années 70 et ce, dans une optique subversive où se mêlent subtilement plaisir et stratégie, la non-mixité sexuelle est un concept politique en réponse à un universel-masculin séculairement acquis et rarement questionné. Cette position militante est régulièrement l'objet d'incompréhension voire de récrimination de la part de certaines institutions mais aussi d'acteurs socio-politiques : hétérosexuels, gays et plus récemment femmes homosexuelles. Abordé de façon récurrente sous la forme d'un reproche - direct ou par allusion - le sujet, empreint d'affectivité, est en définitive éludé sur le fond.

La mixité : un mythe entretenu qui masque l'univocité masculine du système

Du suffrage dit "universel" où seuls les hommes ont le droit de vote aux Musées "des Beaux-Arts" qui exposent majoritairement voire exclusivement des artistes-hommes, les discours et représentations donnés au nom de l'universel et du général sont en réalité des expressions masculines qui ne disent pas leur nom, efficacement relayées par le médium de la langue française. Les exemples sont pléthoriques et omniprésents; la non-mixité masculine des plateaux de télévision ou des forums-radio, des manifestations sportives (tour de France, mondial de foot pour ne citer qu'eux), des instances politiques, des décideurs économiques est tenue pour acquise sans besoin de justification. Dans l'optique de cette règle masculine implicite, l'action féministe passe pour être du "spécifique" - dénommée avec prudence "condition féminine" - voire du corporatisme et les organisations de femmes sont suspectées et fréquemment décriées¹. Ces réactions participent, consciemment ou non, au mouvement de dénigrement du féminisme qui accompagne avec virulence l'histoire de l'émancipation des femmes².

Une compagne édifiante de la mixité est la comptabilité : c'est un bon réflexe que de d'analyser sans cesse par un décompte méticuleux la soi-disante mixité sexuelle de la société : du nom des rues de ville aux manuels scolaires, les chiffres témoignent de façon accablante de l'occultation des femmes dans l'inscription culturelle collective.

Il est, de mon point de vue, élémentaire d'identifier les dits et les non-dits, de passer d'une mixité-alibi consensuelle - foncièrement *gynécide* - à une expression mixte qui reconnaît, dans une énonciation claire, les sujets parlants et agissants; en d'autres termes de passer d'une non-mixité masculine de fait à un humanisme renouvelé.

De l'occultation à la visibilité lesbienne

Les débats sur le PACS, dans lesquels les lesbiennes ont fréquemment été "l'alibi universaliste"³ d'un discours majoritairement gay, ont à nouveau prouvé la nécessité de l'engagement non-mixte politique au côté de la pratique militante mixte et conviviale. La rédaction récente du projet de loi contre la lesbophobie rend compte de la spécificité des lesbiennes dans la société actuelle à la fois hétérocentrée et patriarcale : "Les lesbiennes se trouvent, de par l'Histoire et les habitudes hétéroculturelles, fondues dans le groupe des femmes et dans celui des homosexuels, sans que soit reconnue explicitement **la double**

¹ Outre les réflexions désobligeantes régulières que soulève l'inscription "non mixte" (ou "soirée-femmes"), relevons qu'à Lille, l'association lesbienne *Les Dé/générées* se voit dans l'obligation d'inscrire la mixité dans ses projets d'activités pour avoir accès à un local associatif; à Lyon, les lesbiennes libertaires organisent une action de résistance face aux réactions anti-féministes suscitées par une soirée non-mixte lors des journées libertaires de mai 98. (*Star*, n°4, "Collection automne-hiver", 2000).

² Christine Bard (dir.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999.

³ Marie-Jo Bonnet, *Lesbia*, n° 23, oct. 99.

négarion-oppresion qu'elles subissent du fait qu'elles sont à la fois femmes dans une société patriarcale sexiste et homosexuelles dans une société à dominante hétérosexuelle homophobe"⁴. Pour ces raisons l'engagement politique des lesbiennes se distingue des orientations intégrationnistes homosexuelles en ce qu'il vise une refonte des bases de fonctionnement de la société.

Corrélativement, de tous temps, la relation entre femmes a été occultée des champs de représentation symbolique des sociétés et ne constitue pas une référence humaniste au même titre que d'autres modes de relations : "la *mixité* affichée de notre société repose en fait sur le refoulement de la relation femme/femme"⁵. Or, la légitimité psychologique et sociale des lesbiennes implique que soit identifiés et construits des espaces au sein desquels elles soient actrices, se reconnaissant et étant reconnues comme individus à part entière porteuses de liberté et d'humanité renouvelées et, à ce titre, constitutives de l'histoire collective et universelle. Cette contre-production, où la non-mixité prend activement part, m'apparaît comme une vaste et stimulante entreprise.

Le lesbianisme est un humanisme

La non-mixité politique des lesbiennes peut être assimilée au courant communautariste qui, à l'instar des groupes américains homosexuels, est particulièrement en vogue actuellement en France, porté notamment par une dynamique commerciale. Pourtant, il me semble que la non-mixité sexuelle en générale (hommes/femmes, homo/hétéro) est avant tout un moyen d'action et non une fin en soi et que l'on a peu à gagner à obtenir la reconnaissance de nos pseudo-différences. S'inscrire en terme de différence signifie que l'on cautionne la norme écrasante dominante et nous maintient dans le statut de minorité sans ouvrir de nouveaux champs sociaux et politiques. Christine Delphy montre la limite, voire le danger, de revendiquer "l'égalité dans la différence", logique qui s'impose de plus en plus aux groupes dominés et qui se transforme en "revendications *d'identité*" : la norme subsiste et on assiste à une "déindividuation", une négation des individualités, au profit du groupe auquel il s'agit de se conformer⁶. Reformuler l'universel est, à mon sens, un enjeu essentiel du lesbianisme. Le lesbianisme est un humanisme dans la mesure où la pensée politique qui le constitue vise à développer des qualités humaines essentielles pour construire une société qui prend en compte la pluralité des individu-es et des modes d'être au monde ensemble.

Arlette PERRIN, avril 2001.

⁴ Proposition de pénalisation des comportements, propos et représentations sexistes, lesbophobes et homophobes, Coordination Lesbienne Nationale, 2001.

⁵ Marie-Jo Bonnet, "La relation entre femmes : un lien impensable ?" dans *Esprit*, Mars-avril 2001, pp 243-253.

⁶ Christine Delphy, *L'ennemi principal 2. Penser le genre*, Paris, Syllepse, 2001, p. 8-11.